

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
SELON LE PEUPLE CANADIEN.

Conclusions et implications

JUIN 2021

Résumé

En mars et en avril 2021, un vaste échantillon représentatif de la population canadienne s'est réuni en ligne pour débattre de l'engagement du Canada dans le monde. Il s'agit du plus important exercice de démocratie délibérative de l'histoire de notre pays.

Organisé par le Conseil international du Canada (CIC), le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE) et Canada Global, *La politique étrangère selon le peuple canadien* montre que les citoyen·nes¹ s'intéressent grandement à la politique étrangère et sont prêts à réellement s'engager dans d'importants enjeux auquel est confronté le Canada dans le monde.

Sur une période de huit à douze heures, 444 personnes ont délibéré en petits groupes (39 au total) sur des propositions en matière de santé publique mondiale, de sécurité, de prospérité et de dignité humaine. Un sondage effectué avant l'exercice indique que les Canadien·nes ont une perspective instinctivement internationale et qu'ils sont largement en faveur d'un engagement mondial pour poursuivre des objectifs en collaboration avec d'autres pays. Les mêmes questions ont été posées après l'exercice et les réponses des participant·es indiquent que lorsqu'ils sont exposés à des points de vue divergents, leur soutien change pour certaines propositions alors qu'il reste le même pour d'autres. Étant donné la taille de l'échantillon représentatif, ces tendances nous renseignent sur les attitudes de l'ensemble de la population canadienne par rapport aux questions internationales.

Une analyse des transcriptions des 39 petits groupes indique un grand sentiment d'identité nationale, mais pas dans le sens d'agiter le drapeau ou de chercher à rehausser le profil de notre pays sur la scène mondiale. Les participant·es ont plutôt démontré une réelle préoccupation envers leurs concitoyen·nes et une préférence pour les politiques avantageuses pour ces derniers ainsi que pour les personnes au-delà de nos frontières.

Les participant·es adhèrent à des principes et font preuve de pragmatisme quand il s'agit de leurs préférences en matière d'engagement mondial du Canada. Les principes les plus constants sont un engagement envers les droits de la personne et un souci de cohérence entre notre soutien à l'étranger, notre rendement à domicile et le rendement de nos entreprises à l'étranger. Le pragmatisme des participant·es s'est reflété dans leur appui pour la poursuite d'occasions économiques, l'emphase qu'ils mettent sur l'influence que le Canada peut réalistement exercer et l'accent clair qu'ils mettent sur l'impact de l'investissement des fonds publics.

Le peuple canadien semble prêt à s'engager plus sérieusement en politique étrangère. Même s'il ne vote peut-être pas en fonction d'enjeux de politique étrangère, il semble certainement s'y intéresser. Il montre de solides convictions en la matière, mais est ouvert aux opinions contraires. Lors des délibérations de *La politique étrangère selon le peuple canadien*, il y a eu peu de signes de polarisation, la majorité des participant·es s'entendant sur de nombreux enjeux indépendamment de leurs différences géographiques, partisanes et linguistiques.

Le plus encourageant est que les citoyen·nes ont répondu très favorablement à l'idée de s'engager. La confiance accordée au système démocratique canadien a augmenté au cours du processus. Avant les délibérations, moins de 70 % des participant·es pensaient que la démocratie fonctionnait bien, et un

¹Veillez noter que par souci de concision, le texte est féminisé à l'aide du point médian. Par exemple, Canadien·nes, participant·es, citoyen·nes, etc. Pour que le texte soit le plus épuré possible, le reste de la phrase est conjugué au masculin.

impressionnant 80 % le pensait après les délibérations. La confiance des citoyen·nes envers les personnes ayant des opinions contraires aux leurs a augmenté, tout comme la tolérance et l'ouverture au compromis.

Des changements rapides et dramatiques dans les relations internationales obligeront le Canada à continuer d'adapter sa politique étrangère. Si le Canada doit compter sur un soutien public sincère envers de nouvelles directions en politique étrangère, la démocratie délibérative représente une approche prometteuse. *La politique étrangère selon le peuple canadien* révèle comment les perceptions du public sur l'engagement mondial du Canada est susceptible d'évoluer après un véritable engagement public à grande échelle. Il dévoile que les Canadien·nes ordinaires s'intéressent au débat éclairé sur la politique étrangère et que, lorsqu'ils sont engagés, leur confiance en notre système augmente. Un engagement répété avec les citoyen·nes pourrait aider ce pays à mieux adapter ses politiques à l'environnement international émergent tout en renforçant la démocratie canadienne au passage.

Objectif

En octobre 2019, des leaders canadiens ayant un vaste éventail d'intérêts dans les affaires mondiales se sont rencontrés à Toronto après l'élection fédérale de cette année-là. La majorité d'entre eux ont souligné que l'influence de notre pays dans les affaires mondiales n'est plus ce qu'elle était et que la campagne électorale avait tenu des discussions minimales sur la politique étrangère. L'électorat ne se préoccupe-t-il réellement pas des enjeux internationaux? Ou la présentation actuelle de la politique étrangère échoue-t-elle à capturer ses préoccupations et perspectives?

Le CIC, Canada Global et le CanSFE ont décidé d'intégrer les perspectives de citoyen·nes ordinaires dans le débat national sur la politique étrangère. Notre objectif est de redéfinir l'engagement mondial du Canada afin que le public puisse le comprendre et le soutenir. Orientés par les perspectives éclairées de Canadien·nes, les décideurs et les acteurs politiques peuvent mobiliser l'élan et les ressources nécessaires pour que le Canada puisse garantir les résultats en affaires internationales dont nos citoyen·nes ont besoin pour prospérer.

Établir un lien entre la politique étrangère et les citoyen·nes ordinaires

Comment pourrions-nous intégrer les perspectives de 38 millions de Canadien·nes dans un discours cohérent sur la politique étrangère? En réunissant une réplique de l'ensemble de la population et en lui permettant de s'exprimer sur les enjeux clés auxquels est confronté le Canada. Plus l'échantillon serait vaste, plus ce microcosme de Canadien·nes serait représentatif de tout le peuple.

Nous avons donc mis sur pied le plus vaste échantillon de la population canadienne jamais réuni pour un exercice de démocratie délibérative. Jusqu'à récemment, cet exercice aurait été extrêmement dispendieux pour le Canada en raison des frais de déplacement et d'hébergement qu'il aurait entraînés.



« Nous nous sommes toujours fiés aux États-Unis comme s'il s'agissait d'un grand frère. Peut-être devons-nous nous responsabiliser davantage. »

Toutefois, nous avons eu la chance de trouver un partenaire de mise en œuvre possédant la technologie et l'expérience nécessaires pour tenir une délibération en ligne à une fraction du coût. Le Center for Deliberative Democracy de l'Université Stanford tient des exercices de délibération en ligne depuis dix-huit ans, soit bien avant que la pandémie nous contraigne à tenir tant de conversations sur nos écrans.

Nous avons obtenu la participation de 444 Canadien·nes de tous horizons. Une répartition de l'échantillon se retrouve au Tableau A. Les Canadien·nes qui ont participé à *La politique étrangère selon le peuple canadien* composent un échantillon très représentatif de nos expériences et de notre diversité. Les 10 provinces ont été représentées proportionnellement à leur population. Cet exercice a été tenu dans les deux langues officielles. La distribution des revenus était identique à celle de la population globale, tout comme le niveau de scolarité des participant·es. En outre, 23 % d'entre eux n'avaient pas de diplôme supérieur à un diplôme d'études secondaires et 46 % d'entre eux avaient un diplôme universitaire. La diversité ethnique de l'échantillon était proportionnelle à celle de la population : 74 % de Blancs, 11 % d'Asiatiques, 6 % de Noirs et 3 % d'Autochtones, d'Inuits ou de Métis. L'échantillon n'était toutefois pas représentatif de la population dans son ensemble pour ce qui est du taux de vote : 82 % des participant·es sont des électeurs actifs comparativement à 66 % des citoyens admissibles ayant voté en 2019. La préférence accordée au français était de 14 % chez les participant·es (19 % dans le groupe de contrôle), ce qui est inférieur aux 23 % de la population dont le français est la langue officielle.

Les participant·es se sont réunis par vidéoconférence en temps réel et ont été répartis en 39 petits groupes qui sont demeurés les mêmes tout au long des 8 à 12 heures de délibération. Ces groupes n'ont pas été animés par un tiers. Les conversations ont plutôt été orientées par des questions automatiques posées par le logiciel de l'Université Stanford, lequel a aidé à chronométrer l'exercice et repérer toute communication irrespectueuse (ce qui s'est très rarement produit).



Résultats

Le Center for Deliberative Democracy de l'Université Stanford a réalisé l'exercice de délibération et a présenté les opinions des participant·es sur l'engagement mondial du Canada. Pour accéder au rapport de l'Université Stanford, veuillez visiter le [<https://thecic.org/research/1375019-2/>]. Le présent document analyse pourquoi les Canadien·nes sont parvenus à ces conclusions et se penche sur les implications de leurs opinions sur la politique étrangère.

Les citoyen·nes ont montré une grande appréciation de l'importance des affaires internationales. Les guides de discussion et vidéos explicatives auxquelles ils ont eu accès semblent les avoir adéquatement préparés pour leurs délibérations.

À cette époque de polarisation, les Canadien·nes ont montré une capacité à discuter de leurs différences de façon constructive.

Les Canadien·nes savent faire la différence entre les résultats qui sont avantageux pour le pays et ceux qui ne le sont pas. Ils évoquent rarement le désir de voir le Canada mieux réussir que d'autres pays et ne disent pas que le Canada est en quelque sorte exceptionnel. En se penchant sur la scène internationale, ils constatent une série de problèmes à régler et de défis à surmonter. Ils ont tendance à aborder

chaque enjeu selon ses mérites, en évaluant des objectifs contradictoires et en faisant preuve de flexibilité dans la façon dont le Canada devrait y répondre.

La confiance dans notre système démocratique	Dans cette période de polarisation, les canadiens et les canadiennes ont démontré une capacité de débattre des positions divergentes de façon constructive	
QUESTION	AVANT LES DÉLIBÉRATIONS	APRÈS LES DÉLIBÉRATIONS
Les gens qui sont en profond désaccord avec moi ne pensent pas clairement.	48% d'accord	38% d'accord
Je respecte leur point de vue même s'il est différent du mien (les personnes qui sont en profond désaccord avec vous).	70% d'accord	71% d'accord
Selon vous, dans quelle mesure le système démocratique fonctionne-t-il bien au Canada?	« bien » selon 70%	« bien » selon 80%

Il est frappant de voir le nombre de questions sur lesquelles s'accorde la majorité des Canadien·nes. Les participant·es sont en faveur de propositions concernant l'amélioration de réponses aux menaces en ligne (93 %), la responsabilité des entreprises à l'étranger (88 %), la souveraineté dans l'Arctique (85 %), les considérations en matière de droits de la personne dans les ententes commerciales (80 %) et l'avancement des mêmes droits à l'étranger que ceux que nous respectons chez nous (85 %).

Comment le Canada devrait-il s'engager dans le monde pour favoriser la santé de nos citoyen·nes?

Alors que 444 Canadien·nes se sont réunis en ligne pour délibérer en mars et en avril, la pandémie de COVID-19 en était à sa troisième vague et le nombre de cas augmentait rapidement d'un bout à l'autre du pays. Le monde était aux prises avec les impacts de la maladie et avec le spectre du nationalisme vaccinal pendant que les pays se disputaient l'approvisionnement de doses.² Pendant les discussions, plusieurs provinces étaient en reconfinement. Les frontières étaient fermées et la campagne de vaccination ne faisait que commencer.

Bien que la santé publique mondiale ne soit habituellement pas un enjeu à la tête du programme international, la COVID-19 est indéniablement un enjeu international. Le pathogène vient d'outremer, tout comme le vaccin pour le combattre.

Les délibérations ont pointé vers la demande d'action politique décisive à l'échelle internationale ainsi qu'au Canada. Une grande majorité de citoyen·nes ont exprimé le désir de limiter leurs déplacements internationaux en évitant les pays à haut risque pour réduire les infections ici, à la maison. Ils se sont également colletés avec l'idée que le Canada devrait partager des vaccins avec le reste du monde alors qu'il vaccine sa propre population. Cette question a reçu le plus faible degré de soutien dans la thématique de la santé – le soutien avant les délibérations étant à 53%. Les Canadien·nes se sont heurtés au dilemme de la responsabilité morale par opposition à la protection des leurs. Le faible soutien prédélibérations est passé à 56 % après les délibérations. Parallèlement, les participant·es sont d'accord avec l'idée (plus de 60 %) selon laquelle aider les pays pauvres à se rétablir de la COVID-19 aidera le Canada et le reste du monde d'un point de vue sanitaire et économique.



« Si vous n'aidez pas d'autres pays, ça reviendra chez nous. »

Que devrait faire la communauté internationale pour empêcher les éclosions futures? Il y a consensus entre les participant·es quant au besoin d'augmenter les mesures proactives à prendre la prochaine fois. Une majorité de participant·es (70 %) sont d'accord pour autoriser l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à inspecter les pays lorsqu'une éclosion y est soupçonnée. Toutefois, ils sont incertains quant à la façon d'appliquer cette mesure si ces pays s'y opposent.

Même si plusieurs personnes n'approuvent pas la façon dont l'OMS a géré la pandémie, elles approuvent la proposition visant à augmenter la contribution financière que le Canada et les États membres versent à l'agence. Se méfiant des grandes bureaucraties, le soutien des participant·es s'accompagne de demandes d'intendance et de redevabilité pour assurer un bon retour sur l'investissement. (64 % des participant·es sont d'accord avec cette proposition avant la délibération et 67 % sont en faveur après la délibération.)

Le Canada devrait-il mieux coordonner les enjeux de santé publique mondiale? Ici, les citoyen·nes se sont montrés plus hésitants. Le soutien envers une Stratégie nationale sur la santé mondiale et un nouvel ambassadeur pour plaider en faveur des objectifs de cette stratégie internationale est tombé à plat (le soutien est tombé de 52 % avant les délibérations à 66 % après les délibérations). Plusieurs participant·es s'attendent à ce que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se coordonnent efficacement et ne voient pas la nécessité de créer un nouveau mécanisme.

Le Canada devrait-il jouer un rôle de chef de file en matière de santé mondiale en s'appuyant sur son bilan en matière de santé des femmes et des enfants? Plusieurs participant·es n'étaient pas conscients de cet héritage et craignaient que nous n'en fassions pas assez pour la santé des femmes et des enfants ici, au Canada, particulièrement au sein des communautés autochtones. Néanmoins ils

²“Vaccine Nationalism an Issue of 'Enlightened Self-Interest,' UN Secretary General Warns” CBC News (CBC/Radio Canada 29 mars 2021), <https://www.cbc.ca/news/politics/vaccine-nationalism-antonio-guterres-1.5967306>.

reconnaissent que la santé des femmes et des enfants est une priorité et qu'elle devrait apporter des avantages significatifs à l'échelle mondiale. Une importante majorité appuie inébranlablement la proposition selon laquelle le Canada devrait poursuivre son rôle de chef de file dans ce domaine.

Propositions pour favoriser la santé des Canadien·nes [<https://thecic.org/research/foreign-policy-by-canadians-appendices/>. Q1A.]

Comment le Canada devrait-il s'engager dans le monde pour assurer la sécurité de ses citoyen·nes?

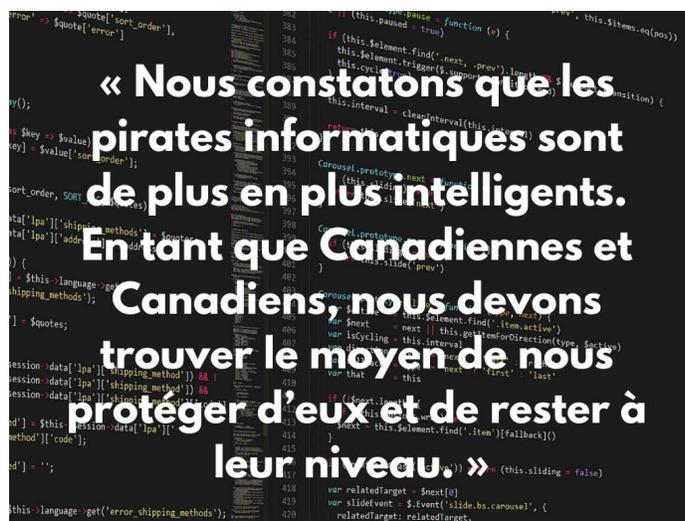
La COVID-19 n'est qu'une des nombreuses menaces aux Canadien·nes à provenir de l'étranger. La prochaine section de *La politique étrangère selon le peuple canadien* aborde les diverses menaces qui préoccupent le plus les citoyen·nes et les questions sur lesquelles le Canada pourrait axer ses efforts pour protéger les Canadien·nes.

Les participant·es pensent que la cybersécurité est un enjeu de sécurité crucial que le Canada doit prioriser. Ils prennent les cybermenaces au sérieux et les considèrent comme une menace réelle à la prospérité économique. Plusieurs participant·es sont préoccupés par de récents rapports selon lesquels les pirates informatiques ont eu accès à des données privées entreposées par l'Agence du revenu du Canada.

Ils reconnaissent également que les communications numériques créent des vulnérabilités dans notre système démocratique. Les citoyen·nes sont en faveur d'un renforcement de la législation nationale pour protéger l'intégrité de nos élections et notre capacité de choisir nos propres gouvernements. Toutefois, ils se méfient d'une trop grande intervention, craignant que la surveillance et la censure de l'État soient des pièges potentiels d'une cyberlégislation rigoureuse.

Les participant·es soutiennent massivement le renforcement de la présence du Canada dans l'Arctique. Ils savent que le Nord possède d'importantes ressources et que le changement climatique a entraîné une présence accrue de pays comme la Chine et la Russie. Les participant·es tiennent à savoir comment le Canada peut affirmer ses droits et trouver d'autres stratégies pour défendre son territoire. Certaines suggestions visent le renforcement de la présence militaire, dont l'augmentation de la surveillance par satellite. Les participant·es notent également que l'armée canadienne a besoin d'un financement accru. La plupart des participant·es sont ouverts à l'idée que le Canada et les États-Unis travaillent en étroite collaboration pour conserver leur contrôle de l'Arctique.

Les citoyen·nes sont en faveur d'une présence militaire et d'un renforcement de la sécurité humaine pour les populations autochtones de la région. Ils approuvent le maintien de la coopération entre les huit pays qui se partagent l'Arctique et l'expansion des options de subsistance pour les habitant·es du Nord.





« Je ne sais pas si nous avons nécessairement besoin de l'armée à cette étape-ci, à moins de penser que la situation va passer aux armes, mais je pense qu'il est important que le Canada marque son empreinte dans l'Arctique. »

Devant la flambée de rivalités géopolitiques dans le monde entier, nous avons demandé aux citoyen·nes si la création d'une alliance de démocraties libérales pour défendre l'ordre international fondé sur des règles serait une solution. Même si la Russie et la Chine représentent une menace grandissante à la sécurité, les participant·es sont tièdes à l'idée d'une nouvelle alliance, notant qu'elle pourrait signaler un retour à l'époque de la Guerre froide. Un des bénévoles ayant analysé les transcriptions résume ainsi le sentiment général des groupes de discussion : « La solidarité démocratique, oui, mais la Guerre froide, non ».

Propositions pour favoriser la sécurité des Canadien·nes [<https://thecic.org/research/foreign-policy-by-canadians-appendices/>. Q2A.]

Comment le Canada devrait-il s'engager dans le monde pour favoriser la prospérité de ses citoyen·nes?

If the pandemic and security threats gave a glimpse of Canadians' concerns, the discussions on measures to advance prosperity revealed the aspirations many have for our future. We asked the participants how Canada should adapt our trade relationships to a changing geopolitical order, respond to a shifting global economy, and share the benefits of growth.

As the rivalry between the U.S. and China threatens a decoupling of the world economy, participants pondered its impact on Canada. Most of them initially supported deepening access to the U.S. market through expanded economic integration, arguing that the U.S. is a natural ally.

Si les sections sur la pandémie et les menaces à la sécurité nous ont donné un aperçu des préoccupations des Canadien·nes, les discussions sur les mesures à prendre pour favoriser la prospérité ont dévoilé les aspirations de plusieurs citoyen·nes quant à notre avenir. Nous avons demandé aux participant·es comment le Canada devrait adapter ses relations commerciales au contexte géopolitique changeant, répondre à la transformation de l'économie mondiale et partager les retombées de la croissance.

Alors que la rivalité entre les États-Unis et la Chine menace de découpler l'économie mondiale, les participant·es se sont penchés sur les impacts de cette situation sur le Canada. La plupart d'entre eux ont

d'abord soutenu le renforcement de l'accès au marché américain par l'entremise d'une intégration économique accrue, expliquant que les États-Unis sont un allié naturel.

Toutefois, certains suggèrent que le Canada devrait diversifier ses relations commerciales pour contrebalancer la dominance des États-Unis dans sa relation économique avec le pays. Pendant les délibérations, les participant·es se sont montrés plus ouverts à la diversification des intérêts commerciaux en Asie, même si la méfiance envers la Chine demeure élevée.

Les délibérations ont souligné une forte préférence à mettre l'accent sur les industries de demain en créant un environnement commercial plus favorable à l'innovation numérique et à la transition vers l'énergie propre dès que possible.

Les participant·es soutiennent largement la proposition selon laquelle le Canada a besoin d'un secteur numérique dynamique et innovateur et qu'au lieu de nuire à ces entreprises, il doit accueillir l'innovation numérique comme principale source de croissance économique. Les participant·es considèrent que le secteur numérique représente l'avenir de l'économie canadienne. Ils craignent que le pays n'accuse un retard sur d'autres pays. Le besoin de créer une économie numérique s'accompagne également de la condition de mettre en place des



freins et contrepoids pour empêcher la formation d'un monopole dans le secteur.

Le Canada bénéficie traditionnellement de ressources naturelles, dont le pétrole et le gaz naturel. Alors que le monde se prépare à effectuer une transition vers un avenir énergétique propre, le Canada se retrouve devant une situation délicate. Comment le Canada devrait-il aborder ce changement? Les Canadien·nes sont d'accord pour que le Canada s'associe à l'industrie pétrolière et gazière pour aider à financer sa transition vers un avenir énergétique propre. Les discussions à ce propos ont souligné l'approche pragmatique des Canadien·nes d'un enjeu à l'autre. Les participant·es sont partagés quant à la confiance qu'ils accordent à l'industrie. Néanmoins, la majorité d'entre eux pensent que sa nature innovante et les perspectives pour notre avenir énergétique représentent des avantages concrets pour le gouvernement.

Les Canadien·nes sont tout aussi lucides quant à l'impact social de la croissance économique. Les opinions en faveur du commerce soulignées ici n'ont pas empêché les participant·es d'exprimer leur préoccupation envers l'inégalité croissante dans la société canadienne et dans le monde entier. La principale proposition mise de l'avant mettre l'accent sur la formation et le soutien à l'emploi afin que la population bénéficie uniformément de la croissance économique n'a pas été considérée comme suffisante pour répondre au défi, mais a obtenu un appui considérable en tant qu'idée la plus prometteuse étant proposée.

Propositions pour favoriser la prospérité des Canadien·nes [<https://thecic.org/research/foreign-policy-by-canadians-appendices/>. Q3A.]

Comment le Canada devrait-il s'engager dans le monde pour favoriser la dignité de ses citoyen·nes?

La société canadienne n'est jamais statique. Alors que des mouvements sociaux émergent pour aborder des inégalités ou des injustices de longue date, ils embrassent des identités qui traversent les frontières et s'attaquent à des enjeux présents ici et à l'étranger. Puisque la quête de dignité humaine ne connaît aucune frontière, la poursuite des droits de la personne occupe une place prédominante dans la politique étrangère canadienne depuis des décennies.

Cet exercice de démocratie délibérative a confirmé que les Canadien·nes sont intéressés par les efforts visant à créer des sociétés inclusives sur tous les plans et faisant de la place à tous les groupes marginalisés. Une majorité d'entre eux sont d'accord avec la proposition selon laquelle le Canada devrait mettre en œuvre une politique étrangère féministe pour placer la dignité humaine au cœur de toutes les considérations de politique étrangère canadienne. Toutefois, ils indiquent que le Canada devrait s'assurer d'appliquer ce qu'il prêche avant d'exporter ses idées dans d'autres pays.



« Il ne s'agit plus d'accommoder les femmes. Il s'agit d'accéder aux plus talentueux en répondant à leurs besoins, parce que le monde a besoin d'eux. »

Les participant·es appuient la promotion d'une plus grande diversité de genres dans des postes de direction, notant au passage à quel point les dirigeantes féminines ont bien performé pendant la pandémie.

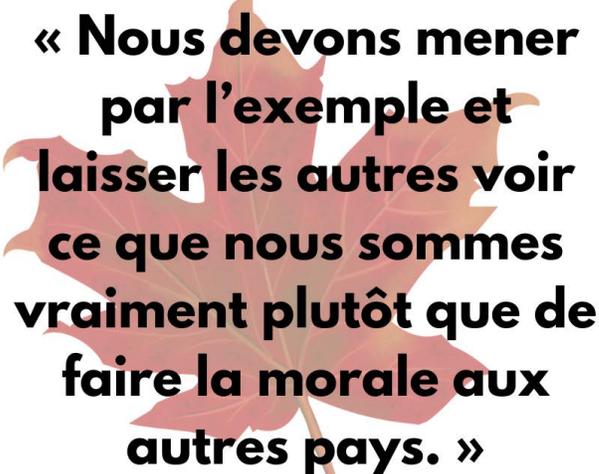
Les participant·es sont également ouverts à répondre aux besoins d'autres groupes vulnérables. Dans les discussions, plusieurs participant·es ont souligné l'importance de politiques adaptées aux groupes minoritaires sexuels et de genre, aux personnes atteintes de handicaps physiques ou mentaux, aux communautés autochtones et aux minorités visibles. Quelques participant·es ont exprimé l'opinion selon laquelle le terme « féministe » dans le titre d'une politique ne reflète pas les objectifs de l'égalité des genres et de l'inclusion. Ce concept de la politique étrangère féministe obtient cependant le soutien des

participant·es après avoir été abordé dans les délibérations. La majorité des participant·es semblent s'entendre pour dire qu'il est possible de viser l'égalité de tous les groupes marginalisés en mettant un accent sur les femmes.

Les participant·es aspirent à ce que le Canada favorise la diversité et l'égalité dans les communautés du monde entier, mais avec certaines conditions. La majorité des participant·es sont convaincus que le Canada ne devrait pas travailler avec des communautés étrangères à moins d'être invité à le faire. Plusieurs autres participant·es pensent qu'il est important que le Canada mette de l'ordre dans ses affaires avant de tenter de réaliser un changement social à l'étranger. Quelques participant·es pensent qu'il est légitime et même faisable de poursuivre la justice sociale à l'étranger en plus de réaliser des efforts en ce sens dans notre pays. Lorsque le Canada soutient les communautés à l'étranger, les participant·es insistent pour qu'il tienne compte des différences entre nos cultures et nos approches.

Cela dit, il est très important pour les citoyen·nes que les entreprises canadiennes à l'étranger respectent les normes canadiennes en matière de droits de la personne et d'environnement. Ils pensent que les normes volontaires ne suffisent pas et qu'elles devraient être obligatoires pour toutes les entreprises dont

le siège social se situe dans notre pays, peu importe où se déroulent leurs activités. Les citoyen·nes se montrent flexibles quant au maintien des ententes commerciales avec les pays qui ne respectent pas les normes internationales, mais insistent pour que le respect des droits de la personne soit considéré dans le choix initial des partenaires. [Propositions pour favoriser la dignité des Canadien·nes \[https://thecic.org/research/foreign-policy-by-canadians-appendices/\]](https://thecic.org/research/foreign-policy-by-canadians-appendices/). Q4A.JL

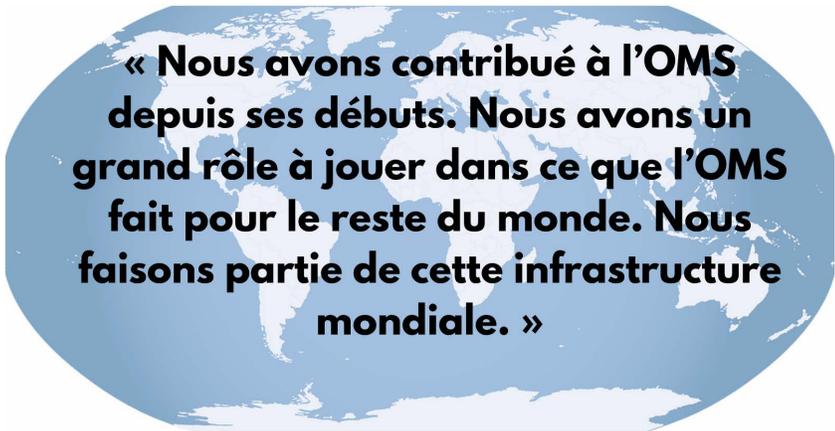


« Nous devons mener par l'exemple et laisser les autres voir ce que nous sommes vraiment plutôt que de faire la morale aux autres pays. »

Les outils de l'engagement dans le monde

La politique étrangère selon le peuple canadien cherche non seulement à identifier les politiques que les Canadien·nes pourraient soutenir en politique étrangère, mais dans quelle mesure ils les soutiennent. Les différentes réponses offrent des indices sur la façon dont les Canadien·nes pensent aux affaires internationales.

Le soutien envers le financement du développement était élevé au départ et l'est resté après les délibérations. Lorsque les objectifs étaient énoncés en tant que résultats concrets, tel qu'augmenter l'aide officielle au développement pour favoriser la santé mondiale, le soutien était élevé au départ et l'est resté après les délibérations (70 %).



« Nous avons contribué à l'OMS depuis ses débuts. Nous avons un grand rôle à jouer dans ce que l'OMS fait pour le reste du monde. Nous faisons partie de cette infrastructure mondiale. »

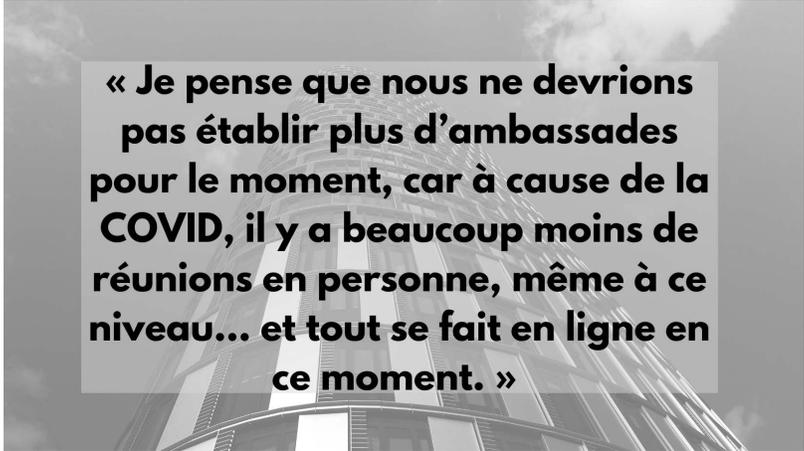
Dans un monde qui menace de plus en plus les intérêts du Canada, les participant·es se sont montrés très favorables au financement de la sécurité. La majorité des Canadien·nes approuve un généreux financement pour que le pays puisse relever les défis actuels en matière de sécurité, qu'il s'agisse de soutenir la présence militaire dans l'Arctique ou d'améliorer notre capacité à s'adapter aux crises climatiques.

Plusieurs participant·es ont exprimé des préoccupations quant à notre trop grande dépendance aux États-Unis en matière de sécurité.

Les citoyen·nes sont considérablement plus incertains quant à l'importance de la diplomatie. L'expression la plus concrète des capacités diplomatiques d'un pays est liée aux ambassades dans lesquelles le travail principal est effectué. Après une discussion sur le besoin de comprendre les priorités des autres pays et de nouer des relations interpersonnelles pour faire avancer les intérêts du Canada, nous avons demandé aux participant·es s'ils étaient d'accord pour que le Canada investisse dans son réseau d'ambassades à l'étranger pour y arriver. En délibérant sur la question, les participant·es se sont

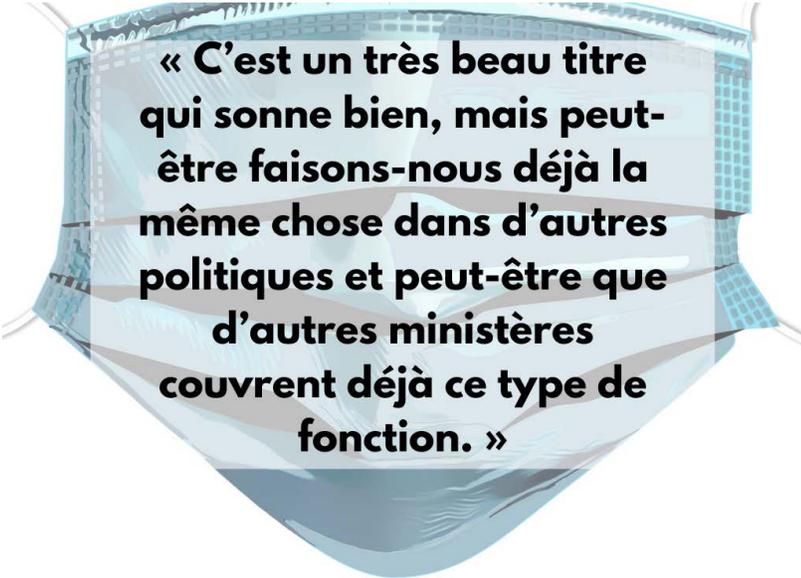
demandé s'il était possible que le Canada poursuive ses objectifs à l'étranger à moindre coût et se serre la ceinture alors que le pays traverse une période difficile sur le plan économique.

Les défis posés par la dette nationale croissante n'ont pas échappé aux participant·es. Lorsqu'on leur demande de se prononcer sur leurs priorités, les Canadien·nes sont considérablement plus prêts à consacrer des ressources aux objectifs internationaux ayant des retombées partagées et participant à l'avancement des intérêts directs des Canadien·nes ainsi que des intérêts des autres pays. Le soutien des Canadien·nes envers l'investissement est étroitement lié à leurs attentes quant à l'impact tangible que peut avoir leur pays selon eux.



« Je pense que nous ne devrions pas établir plus d'ambassades pour le moment, car à cause de la COVID, il y a beaucoup moins de réunions en personne, même à ce niveau... et tout se fait en ligne en ce moment. »

Une autre tendance à observer est que les citoyen·nes préfèrent se concentrer sur la fin et non sur les moyens de la politique étrangère. Par exemple, les Canadien·nes sont prêts à accorder plus de pouvoir à l'OMS pour examiner de récentes éclosions de maladies infectieuses et à augmenter les contributions pour y parvenir. Ils ne souhaitent pas développer de stratégie nationale et nommer un ambassadeur canadien pour la santé mondiale. Ce qui les intéresse est le résultat et non la façon d'y parvenir.



« C'est un très beau titre qui sonne bien, mais peut-être faisons-nous déjà la même chose dans d'autres politiques et peut-être que d'autres ministères couvrent déjà ce type de fonction. »

Évaluation

L'analyse des discussions montre que les Canadien·nes ont très à cœur les enjeux internationaux et leur impact sur leur quotidien. La pandémie a renforcé les insécurités des citoyen·nes face à un avenir qui semble de plus en plus incertain. C'est là que les Canadien·nes demandent à leurs dirigeants d'investir dans des domaines qui pourraient répondre aux besoins immédiats des personnes (par exemple, en encourageant la relance économique). Parallèlement, ces discussions montrent que les Canadien·nes pensent que le pays

a une certaine responsabilité dans l'ordre mondial actuel, mais ne souhaitent pas faire la morale. Ils font plutôt preuve d'un pragmatisme dans la poursuite de ces principes. Ils pensent que le pays devrait faire une différence et veulent voir des résultats concrets et s'éloigner des faux-semblants.

Certains principes constants émergent des préférences exprimées par les Canadien·nes dans cet exercice. Cette ouverture aux objectifs mondiaux s'accompagne d'une grande préférence pour l'équité, ou l'application égale des protections au-delà des frontières et pour tous les groupes traditionnellement marginalisés. Les Canadien·nes semblent déterminés à faire respecter les droits des individus et semblent vouloir que le gouvernement fédéral les fasse également respecter, au pays et à l'étranger.

Les participant·es sont tout aussi engagés à préserver les possibilités économiques et à en distribuer les bénéfices.

En outre, les Canadien·nes se sont montrés très pratiques dans l'exercice. Ils ont montré plus de soutien envers les propositions qui soulignaient les objectifs visés plutôt que celles qui soulignaient les institutions nécessaires pour les réaliser. Ils ont été assez ouverts à considérer divers moyens pour y parvenir.

La politique étrangère selon le peuple canadien révèle que nos concitoyen·nes sont prêts à soutenir les objectifs mondiaux, d'autant plus lorsqu'ils voient comment les objectifs favorisent des intérêts ici et à l'étranger. Comme dans tout autre domaine de politique publique, les Canadien·nes veulent voir des résultats. Ils ne souhaitent pas investir dans des aspirations, mais sont prêts à investir dans des résultats.

La démocratie délibérative comme contribution permanente à l'élaboration de politiques

Des changements rapides dans les affaires mondiales et leurs impacts sur les Canadien·nes font en sorte qu'il est impératif de consulter nos concitoyen·nes plus systématiquement. Nous sommes loin de l'époque où chaque individu avait son mot à dire tous les quatre ou cinq ans en votant pour un gouvernement qui s'occuperait des détails jusqu'à la prochaine élection. Les enjeux sont trop importants pour les citoyen·nes et ils ont trop d'informations pour simplement confier la gestion de leurs intérêts au gouvernement pendant des périodes prolongées.

Inversement, le gouvernement peut tirer profit d'un ensemble de citoyen·nes bien informés et engagés dans les grands débats politiques en cours. Quand vient le temps d'augmenter les dépenses ou de prendre des risques pour bonifier l'impact du Canada par le biais d'un leadership audacieux, le gouvernement peut compter sur le soutien du public.

La contribution régulière des citoyen·nes dans le processus d'élaboration de politiques prend du temps, des ressources et des efforts. Mais la démocratie du Canada change. Les systèmes de démocratie représentative centenaires demandent des efforts supplémentaires pour informer et mobiliser les gens. Un espace numérique de plus en plus occupé, où les Canadien·nes accèdent à leurs informations, vient compliquer la donne. Comme l'a démontré *La politique étrangère selon le peuple canadien* pour les affaires internationales, la démocratie délibérative peut combler cette lacune.

Les gouvernements et les sociétés profiteront d'exercices de démocratie délibérative régulièrement planifiés, proposant des sujets de discussion, informant les participant·es et reconnaissant les résultats qui en découlent. Comme nous l'avons vu dans cet exercice, la confiance accrue envers la démocratie canadienne qui en résulte peut accroître le soutien du public.

Ce soutien public, en retour, sera une source additionnelle de pouvoir canadien à une époque où nous avons besoin de toute l'influence possible. Un gouvernement confiant envers le soutien du public peut en faire plus pour favoriser les intérêts de son pays et contribuer à un contexte international qui reflète davantage ses valeurs.

REMERCIEMENTS

Université Stanford : *Center for Deliberative Democracy*

James Fishkin
Alice Siu

Université Stanford : *Crowdsourced Democracy Team*

Lodewijk Gelauff
Ashish Goel
Sukolsak Sakshuwong

Champion.nes de la Politique étrangère selon les canadien.nes (groupe consultatif)

Hon. Anne McLellan (coprésidente)
Hon. Lisa Raitt (coprésidente)
Hon. Jean Augustine
Margaret Biggs
Hon. Hélène Laverdière
Hon. Ted Menzies
Marie-Lucie Morin

Auteurs du guide préparatoire

Roojin Habibi, l'université York
Wesley Wark, l'université d'Ottawa
Don Lenihan, l'institut sur la Gouvernance
Lauren Dobson-Hughes, consultante indépendante

Liste de spécialistes dont les participants ont pu poser des questions

Santé publique mondiale

Margaret Catley-Carlson
Nilima Gulrajani
Roojin Habibi
Steven Hoffman
Nadja Pollaert

Sécurité

Ann Fitz-Gerald
Peter Jones
Andy Knight
Bessma Momani
Wesley Wark
Jennifer Welsh
Marie-Joëlle Zahar

Prospérité

Don Lenihan
Jean-Frédéric Morin
Juan Navarro
Michèle Rioux
Sanjay Ruparelia
Heather Scofield
Trevin Stratton

Dignité humaine

Amanda Dale
Lauren Dobson-Hughes
Maria Martin de Almagro
Kyle Matthews
Nic Moyer
Beth Woroniuk

Liste des sections du CIC qui ont participé dans la préparation de l'exercice

CIC Halifax
CIC Section Québec
CIC Ottawa
CIC Toronto
CIC Winnipeg
CIC Edmonton
CIC Prince George
CIC Vancouver
CIC Victoria

Bénévoles du CIC pour l'analyse des transcriptions

Jennifer Button
Mary Collins
Dan Carpenter
Ross Linden-Fraser
Irfane Fancey
Dave Ireland
Chris Kilford
Kayona Karunakumar
Roger Love
Francoise Morissette
Monte McMurchy
Barry Nesbitt
Robert Ready
Abby Slater

Pour des renseignements supplémentaires veuillez contacter:

Le Conseil international du Canada
6 av. Hoskin
Toronto (Ontario) M5S 1H8
(416) 946-7209
info@thecic.org